

# BULLETIN QUOTIDIEN

Journée du **27 NOV. 1980**



... le rôle du dirigeant du Parti, le rôle de l'intellectuel révolutionnaire, le rôle véritable du Patriote, c'est de mettre ses connaissances au service du peuple et c'est en cela que son rôle devient déterminant à l'étape actuelle de la révolution...

**Président Marien Nguabi,**

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX  
X / O M M A I R E X  
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

A - ME

JEUDI, 27 NOVEMBRE 1980

-----  
/ ACTUALITE NATIONALE /  
-----

BRAZZAVILLE : Poursuite des travaux de la session budgétaire.

BRAZZAVILLE : Ouverture hier des entretiens PCT-MPLA-Parti du travail.

-----  
/ EN AFRIQUE /  
-----

R S A : La justice raciste condamne à mort trois membres de l'A.N.C. .

HAUTE-VOLTA : M. LAMIZANA en résidence surveillée

-----  
/ DANS LE MONDE /  
-----

C S C E : Fin du débat général.

O. N. U. : Adoption des mesures pour l'application de la convention sur les crimes de l'apartheid.

--O-O-O-O-O-O-O-O-O-

"... L'ANNEE 1980 SERA UNE ANNEE TEST POUR TOUS. LES RESPONSABLES A TOUS LES NIVEAUX SERONT APPRECIES ET JUGES AUX RESULTATS. LES CADRES POLITIQUES ET ADMINISTRATIFS DOIVENT ASSUMER PLEINEMENT LEURS RESPONSABILITES EN TOUTES CIRCONSTANCES DE TEMPS ET DE LIEU. LA CONDITION D'EXISTENCE D'UNE ADMINISTRATION EFFICACE EST AUSSI A CE PRIX, AU PRIX DE L'EFFORT, AU PRIX DU TRAVAIL.

"IL N'Y A PAS D'AUTRES MIRACLES POUR SORTIR LE CONGO DU SOUS-DEVELOPPEMENT ET DE LA DEPENDANCE. LE SEUL MIRACLE C'EST LE TRAVAIL..."

Colonel Denis SASSOU-NGUESSO./-

-----  
/ A N P /  
-----

POURSUITE DES TRAVAUX DE LA SESSION BUDGETAIRE.

BRAZZAVILLE, 27/11/1980 - Ouverts le 4 novembre dernier, les travaux de la session budgétaire de l'Assemblée Nationale Populaire se poursuivent dans la capitale.

Les différentes commissions se penchent chacune, dans son lieu de travail, sur des dossiers importants touchant à la vie politique, économique et sociale du pays.

C'est ainsi qu'hier, la commission finances et budget a reçu pendant près de trois heures, le camarade Jean-Baptiste TATY-LOUTARD, ministre de la culture, des arts et des sports, chargé de la recherche scientifique.

Les honorables députés, membres de cette commission, ont écouté le ministre leur présenter son rapport sur l'exécution du programme complémentaire 1980.

De son côté, la commission affaires étrangères et coopération qui siège à l'hôtel de ville sous la direction de son président, l'honorable OBAMITOU, a poursuivi l'étude du projet de loi autorisant le président de la République à ratifier les bases générales de coopération entre le Congo et Cuba.

Ces bases générales ont été signées le 21 juin 1979 à Brazzaville.

Cette étude a été entamée la semaine dernière.

Hier, les députés ont approfondi cette étude, en se référant à un ancien texte signé en 1974.

POURSUITE DES TRAVAUX ... (deux)

On s'attend aujourd'hui à ce que cette commission adopte ses rapports et entende une fois de plus le ministre des affaires étrangères et de la coopération.

La troisième commission - économie, plan et habitat - a accueilli le membre du bureau politique, chargé de la presse, propagande et information, ministre de l'information et des postes et télécommunications, le commandant Florent NTSIBA.

Ce dernier a présenté aux membres de la commission un tableau général sur l'exécution du programme complémentaire dans son département. (A.C.I.)

-----  
/ CONGO - ZAIRE /  
-----

FIN DU SEJOUR AU ZAIRE DES CAMARADES LEKOUNDZOU  
ET ANTOINETTE SASSOU-NGUESSO

BRAZZAVILLE, 27/11/- Partis à Kinshasa sur invitation respectivement des dirigeants du MPR et de l'Etat zaïrois et de Mme Bobila DAWA, épouse du président MOBUTU, le camarade LEKOUNDZOU ITIHI OSSETOUMBA, membre du bureau politique chargé de l'économie et du plan et la camarade Antoinette SASSOU-NGUESSO, épouse du président du Comité Central du PCT, ont regagné Brazzaville mardi soir.

Le camarade LEKOUNDZOU, à la tête d'une délégation du Parti Congolais du Travail, a assisté dans la capitale zaïroise à la cérémonie d'intronisation et à l'ouverture de la première session du Comité Central du MPR, l'un des derniers nés des organes dirigeants du parti zaïrois.

Le camarade LEKOUNDZOU a pris la parole à la séance d'ouverture de la première session du CC du MPR, pour présenter, au nom du président du CC du PCT et du peuple congolais, le message d'amitié aux frères zaïrois.

La délégation du camarade LEKOUNDZOU a été reçue par le président MOBUTU à qui elle a remis un message personnel du colonel Denis SASSOU-NGUESSO.

La camarade SASSOU-NGUESSO était invitée par l'épouse du chef de l'Etat zaïrois pour assister aux manifestations organisées à l'occasion du 15e anniversaire de l'avènement au pouvoir du président MOBUTU.

Elle était à la tête d'une délégation comprenant quelques épouses des membres du bureau politique, notamment les camarades GOMA Laurentine, GANGA ZANDZOU Jeannette, NZE Victorine, KATALI Simone, LEKOUNDZOU Emilienne et

.../...

FIN DU SEJOUR ... (deux)

NGOLO Marie-Josée et des membres du bureau permanent et du conseil central de l'URFC.

Durant son séjour, elle a assisté, en compagnie de Mme BOBILA DAWA, à une manifestation culturelle au Palais du peuple. Elle a visité le domaine agro-industriel présidentiel de la Nselé et assisté à un match de football en compagnie du couple présidentiel zaïrois.

L'épouse du chef de l'Etat a été l'invitée à un banquet offert en son honneur par l'épouse du président MOBUTU. (A.C.I.)

-----  
/ PCT - MPLA-P.T. /  
-----

OUVERTURE HIER DES ENTRETIENS BILATERAUX.

BRAZZAVILLE, 27/11/- Le siège du secrétariat général près la présidence du CC du PCT a servi hier à 9 heures de cadre à la séance d'ouverture des entretiens entre deux délégation du Parti Congolais du Travail et du MPLA - Parti du Travail conduites respectivement par le camarade Pierre NZE, membre du bureau politique chargé des relations extérieures, ministre des affaires étrangères et de la coopération et le camarade Lucio LARA, membre du bureau politique chargé de l'organisation.

La délégation du PCT comprend en outre les camarades Francois Xavier KATALI, Raymond Damase NGOLLO, Camille BONGCU et Raymond NDOMBI.

Ces entretiens, qui se sont poursuivis hier dans l'après-midi, doivent prendre fin aujourd'hui.

Hier soir à "La Congolaise", les deux parties se sont retrouvées pour un repas au cours duquel il y a eu un échange de toasts.

La délégation angolaise regagne Luanda aujourd'hui.

Rappelons que le chef de la délégation angolaise, le camarade Lucio LARA, a été reçu en audience mardi par le président du CC du PCT, le colonel Denis SASSOU-NGUESSO.

A l'issue de cette audience, l'homme d'Etat angolais a déclaré que la Révolution angolaise se portait bien, malgré les agressions sud-africaines.

(A.C.I.)

-----  
/ UNESCO /  
-----

TRAVAUX DU SEMINAIRE SOUS-REGIONAL SUR L'EDUCATION DES  
DEFICIENTS MENTAUX.

BRAZZAVILLE, 27/11/- Les travaux du séminaire sous-régional sur l'éducation des déficients mentaux organisé sous-l'égide de l'UNESCO par l'intermédiaire du bureau régional pour l'éducation en Afrique (BREDA) se poursuivent à Brazzaville.

Les participants à ce séminaire ont visité hier le centre neurologique de l'hôpital général de Brazzaville et l'institut des jeunes sourds.

Mardi ils ont suivi deux exposés sur le rôle de la famille dans l'éducation de l'enfant déficient mental donnés par le délégué de la Belgique (pays observateur à la conférence) et la prévention du handicap.

Le séminaire qui a commencé ses travaux lundi 24 novembre prendra fin le 29 novembre prochain.

Le BREDA est représenté au séminaire par Mme GNALI-MAMBOU. (A.C.I.)

// NOUVELLES BREVES

BRAZZAVILLE, 27/11/- Les cérémonies organisées dans le cadre du 2e anniversaire de l'Union Nationale des Ecrivains, Artistes et Artisans Congolais se poursuivent dans la capitale.

Hier soir, il a été organisé au CFRAD une manifestation culturelle. Une conférence sur le rôle de l'artiste dans la Révolution et de nombreuses autres manifestations culturelles sont programmées jusqu'au 30 novembre. (A.C.I.)

OWANDO, 27/11/- Le camarade Pierre MIATOUKA-NTAMA, membre du CC du PCT, commissaire politique de la région de la Cuvette a présidé mardi à Owando une réunion du comité régional du Parti.

Au cours de la réunion, le commissaire politique a fait le compte-rendu des travaux de la session du Comité Central du PCT tenus du 6 au 13 novembre. (A.C.I.)

BRAZZAVILLE, 27/11/- Un pont vient d'être construit sur le fleuve Niari, à Loudima. Il a été ouvert à la circulation depuis le 13 novembre 1980.

Les travaux de construction de ce pont, selon les renseignements donnés par le directeur général de la régie nationale des transports et des travaux publics, ont été financés par le fonds européen de développement et réalisés par l'entreprise PESSINA Estero S.P.A.

Ce pont permet le désenclavement de la région de la Lékoumou. (A.C.I.)

-----  
 / HAUTE-VOLTA /  
 -----

LE PRESIDENT LAMIZANA EN RESIDENCE SURVEILLEE.

OUAGADOUGOU, 27/11 - L'ancien chef d'Etat voltaïque, le général ABOUBAKAR SANGOULE LAMIZANA, renversé mardi par un coup d'Etat, a été placé en résidence surveillée par les nouvelles autorités, apprenait-on hier mercredi de source militaire dans la capitale voltaïque.

Il occupe toujours la résidence officielle qui était la sienne depuis son accession au pouvoir, en 1966, à côté de la fameuse "place du 3 janvier" d'où était partie la révolte populaire qui l'avait amené au pouvoir alors qu'il était chef d'Etat-major général des forces armées.

Plusieurs autres personnalités civiles et militaires sont d'autre part en état d'arrestation, précise-t-on toujours de source militaire.

Toutes ces personnes, à l'exception du président de l'assemblée nationale, gardé à son domicile, sont détenues dans un camp militaire proche de la capitale. Le calme le plus complet règne à Ouagadougou et les habitants vaquent normalement à leurs occupations.

On a appris, enfin, que le régiment interarmes qui, sous le commandement du colonel SAYE ZERBO, a renversé le président LAMIZANA, avait été appuyé par une autre unité, le régiment para-commando (RPC).

Habituellement basé à Dédégou (à 230 kilomètres au nord-ouest de Ouagadougou) ce régiment était venu dans la capitale pour préparer le défilé du 11 décembre, fête anniversaire de la proclamation de la république. (A.C.I.)

-----  
 / TCHAD /  
 -----

LE PRESIDENT GOUKOUNI SERA A LOME POUR LA SIGNATURE  
 D'UN ACCORD DE CESSEZ-LE-FEU.

PARIS, 27/11 - Le président GOUKOUNI WEDDEYE est actuellement présent à Conakry. Il a annoncé son arrivée à Lomé à la date fixée en vue d'obtenir un cessez-le-feu sur le terrain. Le président du GUNT, dont les troupes paraissent en position de force aussi bien à N'Djanena qu'à l'intérieur du pays a, par ailleurs, démenti à plusieurs reprises l'intervention directe de l'armée libyenne, admettant toutefois que Tripoli lui accordait une aide matérielle.

Ces affirmations sont en contradiction avec les indications officielles américaines, selon lesquelles près de 3.000 militaires libyens ont pénétré au Tchad. (A.C.I.)

-----  
/ GUINEE-BISSAU /  
-----

LES NOUVEAUX DIRIGEANTS DE BISSAU RECLAMENT LA TENUE  
D'UN CONGRES EXTRAORDINAIRE DU P.A.I.G.C.

BISSAU, 27/11 - Le "conseil de la révolution" a annoncé que l'enquête concernant l'ancien chef d'Etat déposé portera non seulement sur les fusillés, mais sur la situation économique. Le conseil de la révolution parle également de "tortures" perpétrées sur des prisonniers politiques sous l'ancien régime.

Un des porte-paroles du conseil a réaffirmé que la Guinée-Bissau était pour une unité avec le Cap-Vert. Dans le cadre des réalités des deux pays. Un congrès extraordinaire du "parti africain de l'indépendance de la Guinée-Bissau et des Iles du Cap-Vert" a été réclamé par les nouveaux dirigeants guinéens en vue de "revoir les structures de ce parti" et de permettre aux militants de voir si leurs dirigeants sont bons ou non". (A.C.I.)

-----  
/ R S A /  
-----

LA JUSTICE RACISTE CONDAMNE A MORT TROIS MEMBRES DE  
L'A N C.

PRETORIA, 27/11 - Fidèle à la politique d'apartheid de la RSA, la cour suprême de Prétoria a condamné à mort hier trois membres du congrès national africain (ANC). Six autres ont été condamnés à dix ans de prison ferme.

Les accusés qui sont des combattants du mouvement de résistance à l'apartheid ont été jugés coupables de haute trahison, par le fait même d'appartenir à ce mouvement.

Comme il est de notoriété publique, les autorités racistes de la RSA utilisent tous les moyens pour préserver leur ignoble système social basé sur un racisme outrancier. (A.C.I.)



URUGUAYLE POINT SUR LA VIOLENCE INSTAUREE PAR LA JUNTE MILITAIRE  
FAIT PAR UNE REVUE AMERICAINE.

NEW YORK, 27/11/80 - Depuis 1973, l'Uruguay, pays de l'Amérique Latine, vit sous un régime de domination militaire et réactionnaire. Les années passées sous ce régime, encore au pouvoir, sont pour le peuple de ce pays une véritable tragédie. Un climat de terreur et de peur y règne, écrit la revue "nation" citée par Tass.

La police et l'armée, qui sont trop grandes pour ce pays relativement petit ( le nombre de ses habitants est de 2,8 millions de personnes, les effectifs de l'armée se chiffrent à 35.000 hommes et ceux de la police à 15.000, s'assignent pour objectif principal de sévir contre les citoyens soupçonnés de non-conformisme ou de ne pas approuver la politique des autorités militaires.

Tout le pays est recouvert d'un réseau de camps de concentration où patissent des dizaines de milliers de patriotes. Pratiquement tous les Uruguayens ont été victimes de persécutions, constate la revue. Une personne sur cinq a passé une peine de prison. Quelque 600.000 habitants se sont installés ces dernières années à l'étranger pour fuir la terreur sanglante.

L'appareil militaro-policier a établi un contrôle absolu de l'activité de tous les établissements privés et organisations. Il est formellement interdit d'organiser des réunions et des rencontres sans l'autorisation des militaires. Même pour fêter son jour d'anniversaire, on a besoin d'une autorisation spéciale, poursuit la revue.

L'activité des syndicats et de multiples organisations de masse est interdite. Tous les organes de presse sont sévèrement censurés. La revue accuse les Etats-Unis de complicité avec la Junte notamment par la fourniture des armes, des munitions, du matériel pour la police et des instruments de torture.

Les violations <sup>des droits</sup> de l'homme ont pris une ampleur sans précédent en Uruguay. Ce pays est classé dans le même groupe que le Chili, la Corée du sud et Israël pour le caractère policier de son régime. (A.C.I.)

ESPAGNE

FIN DU DEBAT GENERAL A LA CSCE.

MADRID, 27/11/80 - Les Etats socialistes participant à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, ont placé au centre de leurs exposés et discours, lors du débat général qui a pris fin mardi, les questions décisives qui préoccupent actuellement l'Europe.

Les orateurs des pays socialistes ont, en s'appuyant sur l'acte final d'Helsinki, insisté sur la nécessité de faire des démarches efficaces en faveur de la détente militaire et de l'amélioration de la coopération entre les participants de la CSCE.

Les Etats membres du traité de Varsovie ont mis en relief, à Madrid, qu'il serait dans l'intérêt des peuples si la rencontre donnait de nouvelles impulsions pour des pas réels vers la détente militaire et politique.

Les représentants des Etats de l'Otan, eux, n'ont cessé d'épuiser tous les moyens pour pratiquer la politique de la confrontation et propager, même à la rencontre de Madrid, l'esprit de la guerre froide. (A.C.I.)

R. D. A.

LA RDA EXIGE L'EXTRADITION D'UN ASSASSIN DE BERLIN-OUEST.

BERLIN, 27/11/80 - Le procureur général de la République Démocratique Allemande, le docteur Joseph Streit, a invité mardi avec insistance le procureur général auprès du tribunal régional supérieur de Berlin-Ouest d'extrader le citoyen de la RDA EGON BUNGE qui s'est enfui à Berlin-Ouest.

BUNGE est soupçonné d'avoir assassiné le 4 novembre dernier, de façon délibéré et avec perfidie, le garde-frontière de la RDA ULRICH Steinhauer. M. Streit s'est vigoureusement dressé contre le fait que les organes judiciaires de Berlin-Ouest n'ont jusqu'à présent pas fait droit à sa demande d'extradition. Il a été expressément souligné qu'un refus de l'extradition serait en contradiction avec l'usage et les principes du droit généralement reconnus. (A.C.I.)

ONU

ADOPTION DE MESURES POUR LA MISE EN PRATIQUE DE LA CONVENTION  
SUR LES CRIMES DE L'APARTHEID.

NEW-YORK, 27/11/80 - La séance plénière de la 35ème assemblée générale de l'ONU a adopté mardi les mesures que le comité aux questions sociales et humanitaires a prises en vue de la réalisation de la convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. La résolution remonte à une initiative de la RDA qui compte parmi les 89 Etats ayant jusqu'ici signé ou ratifié la convention. 23 Etats, dont des membres de l'Otan et Israël, se sont abstenus.

En outre, la séance plénière a adopté le programme pour la période 1981 à 1983 de la décade de lutte contre le racisme et la discrimination raciale et a approuvé le compte-rendu sur l'Etat de la réalisation de la convention internationale au sujet de l'élimination de toutes les formes de la discrimination raciale. Jusqu'alors, 107 Etats ont ratifié cette convention. Les Etats-Unis n'ont fait que signer ce document. (A.C.I.)

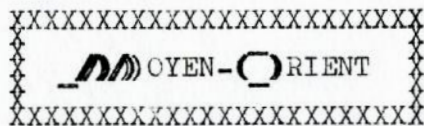
L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ONU APPROUVE UNE INITIATIVE DE  
DESARMEMENT DE LA RDA.

NEW-YORK, 27/11/80 - Le comité politique de la 35ème assemblée générale de l'ONU a approuvé, mardi, une résolution soumise par la RDA. Cette résolution invite les membres permanents du conseil de sécurité et les Etats qui sont liés à eux par des traités militaires, à la retenue en matière des armes nucléaires et conventionnelles. Ces pays sont invités à ne plus augmenter leurs forces armées et leurs armements conventionnels à partir d'un moment à déterminer. Cela doit constituer un premier pas vers une réduction substantielle de leurs forces armées et de leurs armements conventionnels.

La résolution affirme encore que le désarmement nucléaire est une tâche de haute priorité et que la réduction de ces armes contribue au renforcement de la sécurité de ces ETATS.

De plus, la résolution préconise la dissolution de groupements militaires existants comme un premier pas dans ce sens, le renoncement à l'extension des pactes militaires existants.

89 pays ont voté pour la résolution, tandis que 19 pays, dont les USA, la RFA et les Etats membres de l'Otan ont voté contre. 23 pays se sont abstenus. (A.C.I.)



/// SOMMET ARABE ///

LES PARTICIPANTS ONT APPROUVE LA QUASI-TOTALITE  
DU DOCUMENT ECONOMIQUE.

AMMAN, 27/11/80 - Les rois et chefs d'Etat arabes réunis à Amman pour le 11ème sommet arabe ont approuvé trois des quatre chapitres de la " stratégie d'action économique " inscrite à leur ordre du jour, a annoncé mardi soir un porte-parole officiel de la conférence à l'issue de la seconde réunion.

Le réexamen du quatrième chapitre relatif à la décennie de développement arabe (1980-1990) et visant à réduire les disparités économiques entre les différentes régions du monde Arabe a été confié à une commission spéciale. Celle-ci comprend les représentants de l'Arabie Saoudite, du Koweït, de la Jordanie, de l'Irak, ainsi qu'un délégué de la ligue arabe.

Ce chapitre prévoit 1,5 milliards de dollars par an pour l'aide au développement. Les trois premiers chapitres portaient sur un projet de chapitre d'action économique arabe, un projet de premier plan, cadre d'action économique arabe pour la période 1981-1985, et un accord unifié d'investissements des capitaux arabes dans les Etats Arabes qui constitue le cadre juridique règlementant le mouvement des capitaux arabes à l'intérieur du monde arabe.

Les péripéties qui ont précédé le sommet ont mis à nu les divergences du monde arabe. Trois groupes se distinguent : ceux qui ne viennent plus aux sommets arabes, tel l'Egypte.

Ceux qui n'y sont pas venus cette année et qui constituent le front de la fermeté : la Syrie, l'Algérie, la Libye, le Sud-Yémen, l'OLP et le Liban Et ceux qui y viennent encore. Quant à l'Iran, qui voit en ce sommet un soutien des pays arabes à l'Irak, il fera connaître ultérieurement sa position sur ce sommet, a indiqué le porte-parole du premier ministre iranien.

(A.C.I.)

LES PROPOSITIONS FINALES DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU CLUB  
DE DAKAR.

SOUSSE(Tunisie), 27/11 - La création d'un front mondial de solidarité pour les pays en voie de développement, la mise en place d'un système de garantie des capitaux pétrolières qui s'y investissent et de mécanismes allégeant leur facture pétrolière ont été les principales propositions adoptées mercredi à Sousse (Tunisie) par le club de Dakar à l'issue de son assemblée générale.

Ces propositions, qui figurent parmi une dizaine d'autres dans la résolution finale, marquent la volonté du club de contribuer à la relance de la coopération nord-sud dans les négociations internationales, en particulier celles qui s'engageront au début de 1981 sous l'égide des Nations-Unies.

La centaine de personnalités européennes et africaines membres de l'instance de réflexion ont ainsi préconisé que soit étudié l'instauration d'un impôt mondial de solidarité assis sur la production intérieure brute (P.I.B.) de l'ensemble des pays riches et sur les recettes d'exportation de pétrole et de matériel militaire.

Le club s'est prononcé en faveur de la mise en oeuvre de programmes régionaux visant à alléger l'alourdissement des factures pétrolières mais aussi alimentaires des pays plus démunis.

La contre-partie des compensations accordées, qui pourrait prendre la forme de tarifs préférentiels, devrait aboutir dans l'esprit du club, au développement prioritaire des capacités stratégiques de ces pays. (A.C.I.)

FOOTBALL /

Coupe d'Afrique des vainqueurs de coupes

T P MAZEMBE DU ZAIRE BAT AFRICA SPORT DE COTE-

D'IVOIRE 3 - 1.

BRAZZAVILLE, 27/11/- L'équipe zaïroise TP Mazembe a battu mardi l'équipe ivoirienne Africa Sport par le score de 3 buts à 1. Le score était de 1 but partout à la mi-temps.

Les deux équipes <sup>viennent</sup> ainsi de jouer la première manche de la finale de la coupe africaine de vainqueurs de coupe. Le T.P. Mazembe qui est allé battre l'Africa Sport à Abidjan, est le grand favori de cette finale. Et il pourrait renouer avec son prestigieux passé, dans les rangs des grandes équipes du continent.

Le match retour se jouera le 7 décembre à Kinshasa. (A.C.I.)

E N B R E F

KHARTOUM, 27/11/4 Le Soudan et la Tanzanie se sont qualifiés pour la finale de la coupe de l'Est et du centre de l'Afrique de football.

La finale se jouera entre les deux pays demain vendredi. (A.C.I.)